

Le tournant conservateur au Canada et le nouveau *nation-building* canadien

Donald Ipperciel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/286>

DOI : 10.4000/eccs.286

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2012

Pagination : 25-46

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Donald Ipperciel, « Le tournant conservateur au Canada et le nouveau *nation-building* canadien », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 73 | 2012, mis en ligne le 01 décembre 2014, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/286> ; DOI : 10.4000/eccs.286

LE TOURNANT CONSERVATEUR AU CANADA ET LE NOUVEAU *NATION BUILDING* CANADIEN

Donald IPPERCIEL

Institut d'études canadiennes
Université de l'Alberta

Cet article défend la thèse selon laquelle le tournant conservateur de Harper doit être compris moins en termes hayékiens que comme un désir de redéfinir la « philosophie publique » du Canada dans le sens du toryisme canadien. Les conservateurs chercheraient à repenser ce qu'on appelle communément les « valeurs canadiennes » et l'identité canadienne, que les Libéraux ont pu façonner à leur guise au cours d'un demi-siècle, et de réorienter l'identité nationale vers des principes conservateurs qui prévalaient dans un passé pré-libéral au Canada, avec pour point d'ancrage le *monarchisme* et le *militarisme*.

This article defends the idea that Harper's conservative turn should be understood less in Hayekian terms than as an attempt to redefine Canada's "public philosophy" in keeping with Canadian Toryism. Conservatives are seeking to revisit what is commonly referred to as "Canadian values" and Canadian identity, which the Liberals have been able to shape as they pleased over half a century. The goal is to reorient national identity towards conservative principles that prevailed in a pre-Liberal Canada, based on monarchism and militarism.

Depuis que le Parti conservateur forme un gouvernement majoritaire, on constate un déplacement marqué de la définition publique des valeurs canadiennes telles qu'elles ont été promues par les Libéraux fédéraux de Louis Saint-Laurent à Paul Martin, en passant naturellement par Pierre E. Trudeau. Depuis les années 1950, on a fait valoir la souveraineté canadienne tant à l'égard de la Grande-Bretagne que des États-Unis; on a intégré le multiculturalisme à même l'identité canadienne; on a cherché à présenter le Canada comme un boy-scout international, en particulier à travers sa participation aux missions de maintien de la paix des Casques bleus et ainsi de suite. Or, c'est une tout autre image de soi que le gouvernement Harper cherche aujourd'hui à promouvoir pour le Canada. Et il s'agit, semble-t-il, d'une transformation du discours public qui va bien au-delà d'une gestion des politiques publiques et de l'implantation d'un libéralisme économique de droite à la façon de Hayek – une réduction des taxes, le réarmement des forces armées, une politique pénale plus stricte, la déréglementation de l'industrie des communications; autant de mesures adoptées par le Parti conservateur du Canada.

Je défendrai la thèse selon laquelle le tournant conservateur de Harper doit être compris moins en termes hayékiens – tel qu'on le lit dans les études universitaires sur Harper – que comme un désir de redéfinir la « philosophie publique » du Canada dans le sens du toryisme canadien. Les conservateurs

chercheraient à repenser ce qu'on appelle communément les « valeurs canadiennes » et l'identité canadienne, que les Libéraux ont pu façonner à leur guise au cours d'un demi-siècle, et de réorienter l'identité nationale vers des principes conservateurs qui prévalaient dans un passé pré-libéral au Canada, avec pour point d'ancrage le *monarchisme* et le *militarisme*.

Dans ses efforts de reformulation de l'identité et des valeurs canadiennes, le gouvernement procède par petits pas, suivant en cela la stratégie de l'« incrémentalisme » formulée par T. Flanagan et les maîtres à penser du Parti conservateur du Canada. Cependant, contrairement à ce que croient certains commentateurs, il ne s'agit pas là de changements ponctuels, mais d'une mutation profonde que cherche à provoquer le gouvernement Harper dans l'identité et les valeurs canadiennes.

Pour établir le sens du tournant conservateur au Canada, il faudra dans un premier temps éclaircir le concept de conservatisme tel qu'il se présente de façon générale en Amérique du Nord et, plus spécifiquement, au Canada, et établir les valeurs qui y sont associées. Il s'agira par la suite d'établir dans quelle mesure les traits spécifiquement canadiens du conservatisme sont présents dans les discours et les actions politiques concrètes du gouvernement conservateur de Stephen Harper. Cette analyse permettra de comprendre la nature et l'ampleur des transformations conservatrices depuis 2006, année où Harper accède au pouvoir.

Les principes philosophiques du conservatisme canadien

Du seul fait que le Parti conservateur du Canada succède au Parti libéral du Canada en 2006, on peut s'attendre à un changement quant aux orientations politiques du gouvernement. Le premier est un parti de droite alors que le second est de centre gauche. De toute évidence, cette distinction ne suffit pas à elle seule à inférer les changements politiques se produisant concrètement sur la scène politique puisque les idéologies et les discours ne correspondent pas toujours aux actions politiques concrètes. Prenons néanmoins un moment pour établir les idées fondamentales qui distinguent la droite et la gauche au Canada et, par conséquent, celles qui distinguent la philosophie des deux partis en question.

Plus nettement que la distinction européenne entre conservatisme et progressisme qui s'appuie sur le rejet ou l'adhésion aux idéaux de la Révolution française, c'est-à-dire les idéaux des Lumières ou de la modernité (BENETON 1988 : 8), le clivage entre les concepts de conservatisme et de libéralisme en Amérique du Nord se fonde avant tout sur l'opposition entre le laisser-fairisme des marchés de Hayek et le providentialisme d'État à la façon

de Keynes. Au Canada, Trudeau a été l'apôtre de Keynes alors que Harper est souvent présenté comme le disciple de Hayek. Il faut le dire, cependant, Hayek et Keynes sont ici des archétypes, des formes dépouillées de leur complexité réelle. Ainsi, Hayek lui-même ne se considère pas comme un conservateur, qu'il critique par ailleurs pour son immobilisme et son manque de téléologie (HAYEK 1960b : 397-411 ; 2007 : 45-46). En outre, Hayek, quoiqu'il critique l'intervention des gouvernements dans les marchés, reconnaît néanmoins une légitimité à l'action des gouvernements dans les cas où la régulation des marchés est insuffisante. Il dira par exemple que :

[L]'usage efficace de la concurrence en tant que principe d'organisation sociale exclut certains types d'interventions coercitives dans la vie économique, mais il en admet certains autres qui peuvent parfois l'aider considérablement, et exige même certains genres d'action gouvernementale (HAYEK 1985 : 33).

Il admet par exemple que l'État intervienne dans la régulation étatique des méthodes de production (par exemple dans l'utilisation de substances nocives, les heures et les conditions de travail, etc.), la protection de l'environnement, la prévention de fraudes et de déceptions, et même l'instauration d'un filet social. Inversement, Keynes se méfiait des dettes publiques, avait en horreur le marxisme, était un ardent défenseur de la libre entreprise et considérait la planification centrale comme un expédient temporaire (CASSIDY 2011). Il a même loué *La Route de la servitude* de Hayek, affirmant être « en accord avec pratiquement tout son contenu moral et philosophique » (*ibid.*).

Il faut voir dans ces positions personnifiées par les archétypes de Hayek et de Keynes bien plus que des thèses économiques. En effet, de ces dernières découlent des idées sociales et des postures éthiques particulières. Selon Hayek, la liberté économique est une condition de possibilité de la liberté personnelle et politique (HAYEK 1985 : 17). Dans son célèbre ouvrage *La Route de la servitude*, il cherche à montrer que la direction centralisée de l'activité économique mène à une réduction des libertés individuelles, voire au totalitarisme tant de gauche que de droite. À la base de la pensée sociale et politique de Hayek, donc, se trouve le concept régulateur de liberté, entendue comme liberté de choisir, comme absence de toute coercition et « de tout arbitraire exercé par autrui » plutôt que, à la façon d'un socialisme qui voudrait contrôler les moyens de production, l'absence de besoin et d'obligations circonstancielles qui, elle, limiterait la liberté de choix (*ibid.* : 25).

À ce concept régulateur de liberté, il faut aussi, pour compléter sommairement le portrait philosophique de la pensée de Hayek, ajouter deux

autres idées fondamentales. D'abord, une certaine ontologie de l'« ordre spontané ». Selon celle-ci, l'ordre naturel et social est toujours le résultat de processus évolutifs qui ne sont pas régis par la finalité d'une intelligence, divine ou humaine. Hayek reconnaît partout ce principe : en ludologie ou l'étude du jeu (1988 : 154), dans le système de prix libres (1948), dans le droit commun ou *Common law* (1960 : partie II), dans l'esprit et le cerveau (1952) et même dans la formation des cristaux et des galaxies (1967 : 76 ; 1976 : 39-40). Mais c'est l'ordre social qui l'intéresse au premier chef. Ainsi, la société est le résultat de l'action humaine, mais elle n'est pas de conception humaine (1978 ; 1948a : 7). Hayek décrit l'ordre social comme un organisme spontané, en grande partie indépendant du contrôle délibéré des acteurs sociaux, mais résultant de leur libre collaboration (*ibid.* : 22). Non seulement les mécanismes d'organisation sociale échappent-ils au contrôle des individus, mais ils dépassent aussi en grande partie leur entendement (*ibid.* : 24, 32 ; 1948 b : 91).

Ce point nous conduit à une autre idée fondamentale de la pensée hayékienne. Aux principes de liberté et d'ordre spontané, s'ajoute une épistémologie faillibiliste fondée sur la conception des limites inhérentes de la connaissance humaine. Selon Hayek, l'être humain n'est pas en mesure d'appréhender le monde dans toute sa complexité, et ce, même dans les cas d'institutions créées par l'homme : « la collaboration spontanée d'individus libres engendre souvent des produits qui dépassent l'entendement des individus » (1948a : 7). Selon Hayek, la raison individuelle est « limitée et imparfaite » et devrait ainsi conduire à une « attitude d'humilité envers les processus sociaux qui sont impersonnels et anonymes » (*ibid.* : 8). L'erreur des gouvernements souscrivant à une économie planifiée – le socialisme – consiste précisément en ceci qu'ils présument d'un savoir qu'ils ne possèdent pas. En fait, ce savoir est selon lui dispersé parmi les individus de la société, d'où la force des sociétés libérales faisant usage de mécanismes de marché, tel, par exemple, le système de prix libres (1948b : 77).

Toute politique qui fait entrave à l'émergence d'un ordre spontané (par l'intervention de l'État ou d'oligarchies économiques), qui prétend diriger les phénomènes complexes de la société et de l'économie ou qui porte atteinte à la liberté, conduit selon Hayek à une organisation sous-optimale de la société. Dans ce contexte, le rôle principal de l'État – mais non l'unique (1948a : 21) – consiste à maintenir le régime de droit qui assure la liberté des individus et le bon fonctionnement de ses interactions.

De ces principes philosophico-politiques et économiques s'ensuit une philosophie morale individualiste où l'autonomie, la liberté et la responsabilité personnelle sont mises en avant. Dans *La Route de la Servitude*, Hayek dresse une liste explicite des vertus impliquées par l'individualisme d'une société

libérale. Ces vertus ne peuvent prospérer que dans une situation où règne la liberté, c'est-à-dire la liberté de façonner sa vie selon sa propre conscience. Il s'agit de « l'indépendance et la confiance en soi [*self-reliance*], l'initiative individuelle et le sens des responsabilités, une préférence rentable pour les activités volontaires, le respect du prochain, la tolérance envers la différence et l'étrange, enfin une saine méfiance du pouvoir et de l'autorité » (1985 : 154 ; traduction légèrement modifiée). À ces vertus s'ajoutent le « goût du risque, l'aptitude à défendre ses opinions contre la majorité, la disposition à aider son prochain » (*ibid.* : 153). On reconnaîtra parmi ces devoirs éthiques des traits souvent mis en valeur dans le discours conservateur nord-américain.

Valeurs du conservatisme canadien : discours et actions

On sait qu'Harper a été un lecteur avide de Hayek (GRAY 2009), de *La Route de la servitude* en particulier (JOHNSON 2005 ; BOILY 2009 : 43) et qu'il aurait souvent fait référence au philosophe de l'École de Vienne durant son mandat au *National Citizens Coalition* (MARTIN 2011 : 124). Mais la pensée de Hayek ne suffit pas à elle seule à définir le conservatisme canadien tel que personnifié par Harper. Bien qu'ancrée dans la mouvance conservatrice nord-américaine, elle s'en distingue aussi par ailleurs. La droite américaine, qui rassemble des groupes d'allégeances aussi diverses que la droite religieuse (aussi appelée la droite chrétienne), la droite fiscale, les libertariens et le *Tea Party*¹, a des particularités qui la distinguent sensiblement de la droite canadienne. Notons par exemple le rôle que jouent la religion², l'avortement, la discrimination positive ou l'immigration, dans leur discours.

En fait, le conservatisme canadien fait siennes des valeurs fortement ancrées dans la tradition canadienne, la distinguant ainsi de son cousin américain. Ainsi en est-il du système public de soins de santé qui, contrairement aux États-Unis, représente une vache sacrée de la politique canadienne. Même le parti albertain *Wild Rose*, plus à droite que le Parti conservateur du Canada, ne remet pas en cause les cinq principes fondamentaux de la Loi canadienne sur la santé. Il en va de même pour le multiculturalisme, qui n'a pas bonne presse auprès de l'électorat républicain aux États-Unis. Au Canada, en revanche, le multiculturalisme représente,

¹ Le mouvement *Tea Party*, une droite populiste, est lui-même hétéroclite. Il regroupe surtout des conservateurs préoccupés par la situation économique, le rôle et la taille du gouvernement et l'immigration illégale. (ULBIG et MACHA 2012.)

² On peut bien, avec Andrew Ives (2009), identifier les sources religieuses de la pensée conservatrice canadienne, c'est tout autre chose que de reconnaître des contenus proprement religieux dans le discours conservateur. (BOILY 2009 : 47-48.)

comme pour tous les autres partis importants, une valeur respectée par le Parti conservateur, qui voit dans la population immigrante un nouveau réservoir d'adhérents potentiels³. Ainsi, loin de prendre ses distances par rapport à une politique qu'on associe traditionnellement au Parti libéral et à Pierre E. Trudeau, le Parti conservateur cherche depuis quelques années à récupérer le multiculturalisme et à s'en attribuer la paternité. Ainsi, le « père du multiculturalisme » serait non pas Pierre E. Trudeau, mais bien, si on en croit le discours du gouvernement Harper, le sénateur conservateur Paul Yuzyk⁴. Enfin, il existe aussi des thèmes peu populaires chez les conservateurs canadiens contre lesquels le gouvernement Harper n'oserait toutefois pas militer, comme la question du mariage gay (CÔTÉ 2009 : 68). En cela, il se distingue évidemment des conservateurs américains.

Inversement, les progressistes du Canada ont dû faire leurs certains principes du conservatisme canadien. Ainsi, l'idée de responsabilité fiscale en période de croissance économique peut difficilement être négligée par quelque parti que ce soit aujourd'hui au Canada. Et bien que le gouvernement Harper ait accepté un budget en déficit depuis les exercices financiers de 2008-2009 en raison de la conjoncture économique, l'équilibre budgétaire est prévu pour 2014. Par contraste, le président démocrate Barack Obama promettait au mieux, à la signature de ses mesures de relance (*stimulus package*) en 2009, de réduire de moitié le déficit budgétaire des États-Unis d'ici la fin de son mandat en 2013 (THE WHITE HOUSE 2009). Non seulement cette promesse timide ne se sera pas tenue, mais dans les prévisions du *Congressional Budget Office* des dix prochaines années (les prévisions ne vont pas plus loin), on n'entrevoit pas d'équilibre budgétaire.

Quelles sont donc les valeurs propres du conservatisme canadien, telles que personnifiées par le Parti conservateur du Canada ? Une première façon de répondre à cette question consiste à déterminer le profil axiologique de ses adhérents. Selon Darrell Bricker, président de la firme de sondage Ipsos et ancien directeur de la recherche au Bureau du premier ministre Brian Mulroney, les valeurs conservatrices se résument ainsi: un gouvernement moins interventionniste (*smaller government*), l'ordre public (*law and order*), le militarisme (*pro-military*), le libre-échange (*pro-trade*), le pro-américanisme

³ Il faut le noter, cependant, les conservateurs démontrent souvent un moins grand enthousiasme pour le multiculturalisme que les libéraux. (MARTIN 2011: 228, 266.)

⁴ Voir le discours de Yuzyk au Sénat canadien en 1964. Voir aussi le discours du ministre conservateur de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, Jason Kenney (2009).

(*pro-US*), une propension à penser de façon économique (*economically focused*) et la prudence fiscale (*fiscally prudent*) (DELACOURT 2011).

Ces sept valeurs peuvent à mon avis être réduites à un noyau plus dur. Procédons par élimination. Je disais que la prudence fiscale est une norme qui traverse les partis politiques aujourd'hui, et ne caractérise pas en propre le Parti conservateur. On pourrait faire la même réflexion sur le libre-échange, puisque même le Nouveau Parti démocratique, sous la houlette de Thomas Mulcair, mais préparé en cela par Jack Layton, appuie ouvertement l'ALENA et il est favorable en principe à l'AECG (Accord économique et commercial global) avec l'Union européenne, bien qu'il critique le manque de transparence des négociations en cours (PRESS 2012). Quant à la propension à penser de façon économique, l'idée est vague, sans compter qu'il pourrait aussi définir le Parti libéral de Jean Chrétien, défini en partie par la prudence fiscale et les missions commerciales d'Équipe Canada. Quant au pro-américanisme, il s'agit d'un trait attitudinal difficilement mesurable en termes d'actions politiques concrètes et qui peut, souvent, être interprété à la lumière des catégories du libre-échange ou du militarisme. Ainsi, on pourrait affirmer que le noyau dur des normes et des valeurs caractérisant en propre le conservatisme canadien, se résumait à la réduction du rôle de l'État, l'ordre public et le militarisme.

Une autre façon de répondre à la question des valeurs proprement conservatrices consiste à examiner l'orientation des actions concrètes entreprises par les conservateurs au pouvoir. Concentrons-nous d'abord sur la question du désengagement de l'État, que les commentateurs reconnaissent généralement comme le marqueur le plus caractéristique du gouvernement conservateur (BOILY 2009 : 42-44). Au-delà des discours et des expressions d'intention, force est d'admettre qu'à ce jour, il n'y a eu de la part du gouvernement Harper que très peu d'actions politiques concrètes allant dans ce sens, et que celles-ci ne semblent pas mériter d'être décrites comme « tournant ». On a assisté au mieux à quelques ajustements en ce sens. Une des premières décisions du gouvernement Harper a été de convertir le programme de financement des garderies promis par Paul Martin en programme de crédit d'impôt pour les garderies. Or, il faut rappeler qu'il n'y a jamais eu de programme national de garderie sous un gouvernement libéral et que le programme national de crédit d'impôt du gouvernement conservateur représente de fait une intervention de l'État qu'on peut comprendre comme une concession sociale. Ainsi, par comparaison avec le passé, il y a eu en fait dans ce dossier une augmentation de l'intervention de l'État.

Mais notre attention ne devrait pas d'abord porter sur cette dépense-ci plutôt que celle-là. C'est l'ensemble des dépenses qui nous donne une meilleure idée de l'interventionnisme de l'État sous l'emprise des conservateurs. À cet

égard, il faut reconnaître que le gouvernement Harper ne se distingue pas particulièrement des libéraux et paraît parfois même plus libéral que le gouvernement Chrétien, qui a rétabli l'équilibre budgétaire et diminué la dette fédérale durant son mandat. Par contraste, jusqu'à tout récemment, les dépenses de l'État sous les conservateurs n'ont cessé de croître, au point où plusieurs commentateurs conservateurs ont décrié les « folles dépenses anticonservatrices » du gouvernement Harper (« *Harper's un-conservative spending spree* » ; GUNTER, 2007). D'anciens députés conservateurs étaient surpris de son « irresponsabilité fiscale », Harper ayant augmenté les dépenses de 20% durant ses deux premières années au pouvoir : « Ils [les conservateurs] ont placé le Canada en situation de déficit économique avant même la récession » (MARTIN 2011 : 168). Après le krach de 2008, le gouvernement augmenta encore davantage les dépenses afin de contrer la récession économique. L'adoption des mesures de relance économique est d'autant plus étonnante qu'elles suivent clairement l'idéologie keynésienne, à l'antipode du conservatisme d'inspiration hayékienne. Le programme de sauvetage de GM et de Chrysler et une participation à leur actionnariat, bien que justifiable à plusieurs égards, n'en représentent pas moins un écart par rapport à l'orthodoxie hayékienne. On reconnaît donc un certain pragmatisme au gouvernement Harper, qui ne se laisse pas motiver uniquement par des considérations idéologiques. Les commentateurs n'ont pas manqué de souligner cette incohérence idéologique. Lawrence Martin, par exemple, écrit :

Il était tout de même exaspérant pour les conservateurs d'avoir à suivre la voie keynésienne des grands déficits, une approche que Harper avait répudiée dans son mémoire de maîtrise, durant ses années au Parti réformiste, au *National Citizens Coalition*, en tant que chef de l'Alliance et, jusque lors, comme premier ministre. Au cours des deux prochaines années, on prévoyait une hausse de 15 % des dépenses fédérales. Il ne s'agissait pas simplement d'un gouvernement gonflé [*big government*] mais d'un gouvernement obèse [*giant government*]. Le budget contenait même des touches trudeauesques, avec un plan de développement régional et des dépenses de 1 milliard \$ pour une agence de développement du sud de l'Ontario (MARTIN 2011, p. 195).

Aujourd'hui encore, le message premier de la *National Citizens Coalition* qu'on peut lire en tête de leur site web est « Dites au gouvernement Harper de cesser de dépenser comme un fou » (« *Tell the Harper government to stop spending like mad men* » [NATIONAL CITIZENS COALITION 2012]).

Quant au dernier budget de 2012, il a certes été décrit comme « un budget prudent et conservateur » dans l'éditorial du *Globe and Mail* du 29 mars

2012. Cependant, comme Niels Veldhuis et Charles Lammam le notent dans le *Financial Post* du 30 mars 2012, le dernier budget ne prévoit pas des compressions, mais bien des économies de 5,2 milliards \$, des économies qui seront dépensées ultérieurement. En fait, le budget prévoit plutôt une hausse de 26,7 milliards \$ en dépenses de programmes, de 27,1 milliards \$ en transferts aux personnes et aux gouvernements, et de 2,4 milliards \$ en dépenses ministérielles durant les cinq prochaines années. Dans ce budget, le gouvernement doit prévoir une croissance annuelle moyenne de 4,9 % pour assurer l'équilibre budgétaire en 2015-16. On est donc bien loin des idéaux conservateurs de réductions importantes des dépenses et de la taille de l'État. C'est en ce sens que Veldhuis et Lammam diront que « [b]ien que plusieurs dans les médias soient d'avis que le gouvernement a déposé un budget conservateur d'austérité, la réalité est tout autre » (2012).

Les niveaux de taxation sont aussi des indicateurs de la taille de l'État. Or, à ce chapitre, les conservateurs, bien que fidèles à leurs principes, ne se démarquent pas significativement de leurs prédécesseurs libéraux. Ces derniers ont progressivement réduit le taux d'imposition fédéral des grandes sociétés de 28% en 2000 à 21% en 2004, soit 7% en 4 ans. Le gouvernement Harper a, quant à lui, réduit les taux de 21% en 2007 à 16,5% en 2011, soit 4.5% en 4 ans (il y aura une autre diminution de 1.5% en 2012). On peut lire dans un énoncé de politique de la Chambre de commerce du Canada que « les réductions d'impôt ont été graduelles, mais délibérées. Et les changements ont eu lieu en dépit du fait que des partis politiques de gauche et de droite ont gouverné le pays au cours des deux dernières décennies » (CHAMBRE DE COMMERCE 2011 : 4). Quant à la taxation des particuliers, elle est demeurée sensiblement la même au cours des années : les quatre tranches d'imposition et leur taux sont inchangés depuis plusieurs années, bien qu'elles s'appliquent à des revenus croissant légèrement année après année.

Dans ce contexte, il semble clair que les compressions budgétaires dans un secteur du gouvernement sont neutralisées en grande partie par de nouvelles dépenses dans d'autres secteurs considérés comme prioritaires, telles les mesures de sécurité publique et nationale. Les manchettes font état de mises à pied de centaines de professionnels de la fonction publique du Canada et de la fin du financement d'organismes non gouvernementaux de soutien et de représentation⁵. Mais en même temps, il faut rappeler que le gouvernement

⁵ À quel point le définancement de ces groupes représente une stratégie pragmatique d'élimination d'opposants potentiels plutôt qu'une stratégie idéologique de réduction de la taille de l'État, voilà qui est confirmé par les propos de Flanagan en 2009 déjà : « Si les Conservateurs veulent se maintenir durablement au pouvoir, ils devraient donner la

Harper envisage de dépenser 158 millions \$ en 2012 pour l'expansion des prisons au Canada, 2 milliards \$ sur cinq ans (BRONSKILL 2012), une somme estimée à 9,5 milliards \$ par le directeur parlementaire du budget, Kevin Page (ZLOMISLIC 2010). Selon Justin Piché, il se construit actuellement 22 nouvelles institutions pénales et 16 annexes à des prisons existantes, lesquelles coûteront 2,8 milliards \$, sans compter les coûts d'opérations et de maintien, estimés à plus de 340 millions \$ par année (2010)⁶. Et c'est sans compter les nombreuses mesures prévues dans la *Feuille de route pour une sécurité publique accrue*, qui coûteraient des milliards de dollars aux contribuables (JACKSON et STEWART 2009). Ces dépenses pour maintenir la loi et l'ordre coïncident avec une période de diminution marquée du taux de criminalité et de l'index de sévérité des crimes. Selon Statistiques Canada, le taux de criminalité national est à son point le plus bas depuis 1973 et l'indice de gravité de la criminalité est à son niveau le plus bas depuis sa création en 1998 (2011). On ne peut nier que l'expansion du système pénal représente, paradoxalement pour les conservateurs, une augmentation du rôle de l'État.

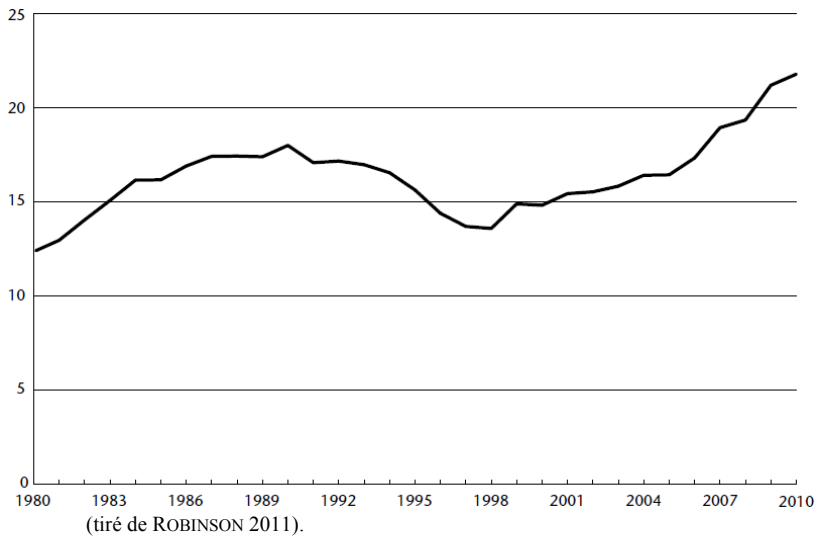
Il en va de même pour les dépenses militaires. Alors que celles-ci étaient réduites du quart entre 1994 et 2005 (HARTFIEL 2010 : 324)⁷, elles n'ont cessé de croître depuis 2005.

Il faut compter les 45 milliards \$ sur 15 à 20 ans pour le programme de construction navale (PUGLIESE 2008), le programme le plus ambitieux depuis la Seconde Guerre mondiale, et les 29,3 milliards prévus pour l'achat d'avions de chasse (YALKIN et WELTMAN 2011), qui représenterait la plus grande acquisition militaire faite à ce jour par le Canada. On comprendra le sens des propos d'un commentateur décrivant le « goût caviar » du gouvernement pour les jets et les prisons (« caviar tastes for jets and jails ») (WHITTINGTON 2012). Le programme du gouvernement Harper en matière de défense, *Stratégie de défense Le Canada d'abord*, écrit en 2008, annonce une augmentation des dépenses militaires jusqu'en 2028. Les dépenses militaires pour l'année 2010-11 s'élèvent à près de 23 milliards \$, soit 18 % de plus que la somme dépensée pendant les années de plus grandes dépenses durant la Guerre froide (1952-53), 26 % de plus qu'à la chute du mur de Berlin, 61 % de plus qu'en 1998-99 (ROBINSON 2011).

plus haute priorité au définancement des groupes de soutien que les Libéraux ont cultivés si longtemps à l'aide de primes, de subventions et d'accès au gouvernement » (2009 : 264).

⁶ Pour des statistiques quelque peu différentes, voir PICHÉ 2011.

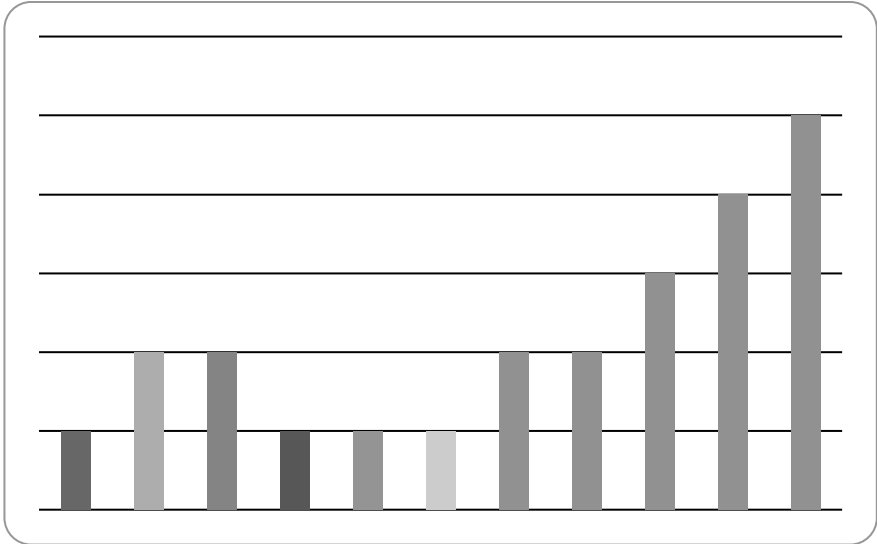
⁷ Au point où les conservateurs, faisant écho au général Rick Hillier, l'ancien chef d'état-major de la Défense, décrivent les années 1990 comme « la décennie de la noirceur » (*decade of darkness*) pour les forces militaires.

Tableau 1 : Dépenses militaires en milliards \$

En termes de pourcentage du produit national brut, on retrouve les mêmes tendances, à savoir une réduction du budget militaire sous les libéraux, et une hausse sous les conservateurs (tant de Brian Mulroney que de Steven Harper). Dans le graphique qui suit, les barres gris pâle indiquent des dépenses du gouvernement libéral, les barres gris foncé du gouvernement conservateur.

Depuis 2006, chaque dixième de point représente entre 1,2 et 1,3 milliards \$. On notera cependant que les dépenses militaires en pourcentage du produit national brut sous le gouvernement conservateur de Brian Mulroney étaient encore plus élevées, se situant à 1,9-2%. Le gouvernement libéral de Jean Chrétien avait tôt fait de les réduire à 1,1-1,2%. En ce sens, le gouvernement Harper renoue avec des pratiques conservatrices en matière de dépenses militaires. Notons aussi que le gouvernement Harper a récemment annoncé des compressions budgétaires dans les dépenses militaires pour les prochaines années, ce qui risque fort d'affaiblir l'argument ici présenté.

Tableau 2 : Dépenses militaires en % du PNB



On pourrait donc conclure que parmi les trois normes conservatrices retenues plus tôt, l'ordre public et le militarisme l'emportent sur la réduction du rôle de l'État (CLARK 2012), ce dernier entrant en quelque sorte en conflit avec les deux premiers.

Changement de la philosophie publique du Canada : la question des mythes et symboles

À mon avis, cependant, si on veut chercher à comprendre le tournant conservateur, ce n'est pas du côté des politiques publiques qu'il faut se tourner, celles-ci étant somme toute assez modestes et ne marquant pas de césure profonde par rapport aux gouvernements précédents. Il faut plutôt considérer la somme des petits changements qui touchent à ce que Flanagan a appelé la « philosophie publique » du Canada, c'est-à-dire les idéaux, valeurs et croyances partagés à l'intérieur de la sphère publique.

Les conservateurs reconnaissent le caractère libéral du Canada (FLANAGAN 2009 : 265, 274, 278) et se proposent de le modifier par de petits changements successifs. C'est là la thèse de l'incrémentalisme conservateur élaboré par Thomas Flanagan (2009 : 282 et MARTIN 2011 : 47-48). Il s'agit, comme le veut Brian Lee Crowley dans *Fearful Symmetry* (2009), de revenir au

Canada des Pères fondateurs, le « bon » Canada, avant qu'il n'ait été corrompu par les idéaux de la Révolution tranquille, qui se sont propagés du Québec au reste du Canada. Mais le gouvernement Harper ne semble pas vouloir se limiter aux conseils de Flanagan, qui croit que la meilleure façon de transformer la philosophie publique du Canada consiste à gagner des élections aussi souvent que possible afin de façonner ses institutions (2009 : 274), ou à ceux de Kheiriddin et Daifallah, qui proposent de s'attaquer au monde universitaire, aux médias, à la politique et à la cour (2005 : 51). Il semble que le gouvernement Harper ait porté une attention toute particulière à la voie du symbolique, de l'imaginaire, voire de l'inconscient collectif. Ce n'est pas tant les concepts univoques et les théories explicites des universitaires qui sont ici visés (c'est-à-dire la dimension cognitive), mais les mythes et symboles, c'est-à-dire un ensemble indistinct d'intuitions qui forment la trame d'une identité nationale, voire d'un éthos national.

Les mythes et symboles actuels de la canadienité ont largement été établis et entretenus par les libéraux, au grand dam des conservateurs. On songe aux missions de maintien de la paix des Casques bleus, un mythe libéral qui perdure malgré son absence de fondement empirique ; l'unifolié, l'un des symboles identitaires les plus puissants au Canada ; le bilinguisme et le multiculturalisme, des marqueurs identitaires conjuguant mythe et symbolisme ; la Charte des droits et libertés, qui a pris une valeur iconique au Canada ; les politiques sociales et en particulier l'universalité des soins de santé, des symboles particulièrement puissants par leur contraste avec les politiques américaines et ainsi de suite. Ces mythes et symboles fondateurs de l'identité nationale sont les piliers du *nation building* libéral, puisant ses sources chez L. B. Pearson et, surtout, chez P. E. Trudeau. Ils sont aujourd'hui dominants au pays, au point où on peut parler d'un « Canada libéral », l'objet de lamentations continuelles, voire de haine (MARTIN 2011 : 3-6) de la part la droite⁸, qui lui préférerait un « *Great Right North* » (O'SULLIVAN 2005). Selon Jeffrey Simpson :

[F]or years, the Conservatives have felt that many of the country's most important symbols are tied in the public's mind, fairly or unfairly, with the Liberals. Such symbols would include the flag, medicare, bilingualism, even multiculturalism. Since their election, the Conservatives under Mr. Harper have tried to

⁸ Par exemple, Ian Brodie, l'ancien chef de cabinet du premier ministre Harper, aurait été « *ideologically committed, distressed, as he put it, at how "the Trudeau government deliberately and systematically went about redoing the country," and determined, like Harper, to repair the damage* » (MARTIN 2011: 60, 269).

find institutions with which they could more closely associate their party in the public's mind – the military, say, and the Arctic.⁹

Ainsi, autant les conservateurs de l'École de Calgary fustigeaient le *nation building* libéral (BOILY 2009 : 42), autant le gouvernement Harper semble avoir entrepris une nouvelle vague de *nation building* conforme aux valeurs conservatrices anglo-saxonnes. Harper dira en juillet 2011, peu de temps après sa victoire aux élections, dans un discours exprimant davantage des désirs que des réalités : « Nous déplaçons le Canada dans une direction conservatrice, et les Canadiens se déplacent avec nous dans cette direction. Les valeurs conservatrices sont des valeurs canadiennes. Les valeurs canadiennes sont des valeurs conservatrices » (MARTIN 2011 : 277).

Puisque le Canada anglais a forgé son identité nationale dans le contexte de guerres aux côtés des Britanniques, en particulier dans le contexte de la Première Guerre mondiale – la bataille de Vimy étant dans ce contexte un symbole identitaire faisant consensus au Canada anglais¹⁰ – il n'est pas surprenant que les symboles pour lesquels les conservateurs ont une prédilection particulière touchent au monarchisme britannique et au militarisme. Comme on peut le voir, la « philosophie publique » conservatrice du gouvernement Harper dépasse largement l'idéologie hayékienne de la réduction de la taille de l'État.

Les exemples les plus saillants de l'effort du gouvernement Harper de doter le Canada de nouveaux mythes au détriment de ceux que les libéraux ont légués sont nombreux, mais aucun, conformément à la stratégie incrémentaliste, ne représente une transformation radicale du paysage symbolique du pays. C'est ensemble qu'ils forment un motif indéniable.

Considérons d'abord les symboles monarchistes. Le gouvernement Harper a poussé le monarchisme britannique comme symbole identitaire canadien à un niveau jamais égalé depuis John Diefenbaker, voire John A. Macdonald. Ce monarchisme s'est manifesté dès le discours inaugural de Harper en tant que premier ministre au parlement canadien en 2006. Dans son

⁹ SIMPSON (2011) : « *Yes, the PM's now meddling with the honours system* », *The Globe and Mail*, 14 janvier. Voir également « *Given the [liberal] party's domination of the power structure through time, the Liberal order and the Canadian order were almost one and the same* » (MARTIN 2011 : 6).

¹⁰ Pour l'historien Desmond Morton (1999 : 145), par exemple : « *For Canadians, Vimy Ridge was a nation-building experience. For some, then and later, it symbolized the fact that the Great War was also Canada's war of independence even if it was fought at Britain's side against a common enemy* ».

allocation, la première personne à qui il rend hommage, avant même les Calgariens qui l'ont élu député, les Canadiens en général, ses amis et sa famille, est « Sa Majesté la reine Élisabeth II qui, par son sens du devoir et de l'abnégation, a été une source d'inspiration et de courage pour les Canadiens et les nombreux pays qui constituent le Commonwealth » (PARLEMENT DU CANADA 2006). Ce geste plutôt inhabituel (SMITH 2012 : 22) est hautement symbolique et annonciateur de l'orientation idéologique du gouvernement. Dans un autre discours, prononcé à la Chambre de commerce Canada-Royaume-Uni quelques mois plus tard à Londres, Harper aurait parlé avec élan du « cercle d'or de la Couronne qui nous lie tous ensemble à un passé majestueux » ; un discours qualifié du « plus monarchiste qu'un premier ministre canadien ait tenu depuis John Diefenbaker » (FRASER 2006).

On sait aussi que depuis l'avènement des conservateurs au pouvoir, la reine est devenue nettement plus visible dans les institutions canadiennes. Contrairement à la pratique libérale, le gouvernement Harper a accroché un portrait d'Élisabeth II dans le Bureau du premier ministre, a fait retirer deux tableaux du peintre québécois Alfred Pellan – symbole de modernité canadienne – pour les remplacer par un portrait de la reine et a donné la consigne à toutes les ambassades canadiennes d'afficher bien en vue un portrait de la monarchie, et ce, afin « de susciter davantage de respect pour la monarchie au sein des institutions fédérales » et d'en faire « un important symbole de l'héritage canadien » (PRESSE CANADIENNE 2011). Et c'est sans compter l'enthousiasme qu'il a mis à la promotion de la visite royale du duc et de la duchesse de Cambridge, William et Kate.

Enfin, il faut aussi souligner la réintroduction de l'appellation « royale » à la Marine canadienne et à l'Aviation du Canada, qui retrouvaient ainsi le nom qu'ils portaient avant 1968, avant que les libéraux de P. E. Trudeau ne fassent le changement. Ce changement purement symbolique n'a pas manqué de susciter des critiques de colonialisme et de passéisme, surtout du côté des médias francophones.

Quant au militarisme du gouvernement Harper, il n'est pas que symbolique. Mais les politiques publiques en matière de défense sont aussi accompagnées d'initiatives d'ordre symbolique. Du symbolisme des Casques bleus et du maintien de la paix, on exalte désormais la force et l'héroïsme militaire. Ce militarisme aurait sa source dans la biographie de Harper (MARTIN 2011 : 51). C'est fort possible, mais ce qui retient l'attention, c'est qu'il se manifeste dans ses discours et ses actions politiques d'ordre symbolique. Ainsi, alors qu'il était dans l'Opposition, Harper était l'une des rares voix à défendre

au Canada l'invasion de l'Irak¹¹. Pour plusieurs, aussi, la visite des troupes canadiennes en Afghanistan par Harper à peine deux mois après sa prise de pouvoir n'a rien de fortuit. On songe aussi à ses discours bellicistes lors de l'invasion du Liban par Israël en 2006 ou encore, à la participation des militaires aux cérémonies de citoyenneté, une nouveauté au Canada.

Plus marquante, cependant, est la militarisation de l'histoire du Canada par les conservateurs, que Ian McKay et Jamie Swift analysent dans *Warrior Nation* (2012). C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la revalorisation, au cours des dernières années, de Vimy comme symbole de canadianité. En mai 2012, le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, et le ministre des Finances, Jim Flaherty, ont dévoilé le nouveau billet de 20 dollars arborant le mémorial de Vimy, qui remplacera l'image de la célèbre statue du sculpteur haïda Bill Reid intitulé « The Spirit of Haida Gwaii ». Dans le communiqué de presse pour l'occasion, on peut lire : « Le verso du billet illustre la contribution des Canadiennes et des Canadiens et les sacrifices qu'ils ont consentis durant tous les conflits militaires, et présente le Monument commémoratif du Canada à Vimy. [...] 'La victoire du Corps canadien à Vimy est souvent décrite comme le passage du Canada à l'âge adulte en tant que nation', a déclaré M. Flaherty » (BANQUE DU CANADA 2012). Stephen Harper a maintes fois visité le mémorial de Vimy en France et il s'est déjà assuré que le Canada célèbre le 100^e anniversaire de la bataille de Vimy en 2017 (PATRIMOINE CANADIEN 2011). Le symbole de Vimy conjugue militarisme et nationalisme, mais aussi une certaine nostalgie monarchiste, comme le révèle la directive de Harper de faire flotter le *Red Ensign*, l'ancien drapeau canadien arborant le Union Jack, lors du 90^e anniversaire de la bataille de Vimy (MARTIN 2011 : 110).

Il faut noter aussi la commémoration de la guerre de 1812 en grande pompe et à grands frais¹² dans divers endroits du pays depuis octobre 2011. On a organisé des célébrations, des expositions et des reconstitutions ; on a créé un monument permanent de la guerre de 1812 ; mais surtout, on a cherché à réintroduire l'événement dans la conscience populaire par une « campagne de sensibilisation axée sur l'importance de la guerre de 1812 » (PATRIMOINE CANADIEN 2011) et à faire connaître ce conflit méconnu des Canadiens (CHASE 2011). Et pourtant, cette guerre méconnue est devenue, dans le discours conservateur, un « moment déterminant » dans la naissance de la nation canadienne. Elle représente à leurs yeux une « lutte pour le Canada », un pays

¹¹ Harper a maintes fois défendu la guerre de l'Irak dans les médias, mais il a admis, lors du débat des chefs en anglais, le 2 octobre 2008, que l'invasion avait été une erreur.

¹² On parle de millions de dollars de dépenses dans les médias, 12 millions \$ étant alloués à la seule reconstitution de la bataille (CHASE 2011).

« uni sous la Couronne ». Ici, militarisme, monarchisme et nationalisme s'imbriquent en un tout cohérent.

À ces célébrations militaristes, s'ajoutent de nombreuses autres initiatives du gouvernement pour militariser la culture canadienne. Notons l'appui à l'Autoroute des héros et aux Vendredis rouges (HARPER 2009), symbole d'appui aux troupes ; la rhétorique croissante de la militarisation du Nord, perçue avec scepticisme par les Américains, si on en croit les câbles diplomatiques divulgués par Wikileaks ; une politique étrangère plus « musclée » (SMITH 2012) ; la mise en relief de thèmes monarchiques, militaristes et d'ordre public dans le guide de citoyenneté (CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA 2011) ; et ainsi de suite. Le militarisme de Harper est souvent perçu comme un discours creux, comme un effort d'appropriation d'un espace rhétorique. En effet, le Canada n'a que des moyens limités en termes de présence militaire. On comprendra cet effort une fois acquis que c'est au niveau des mythes et des symboles qu'il cherche à s'établir.

Conclusion

Il semble donc qu'il existe un tournant conservateur qui s'appuie non pas avant tout sur le principe hayékien d'une limitation du rôle de l'État, mais plutôt sur les valeurs traditionnelles du toryisme canadien, c'est-à-dire le monarchisme britannique et le patriotisme¹³. Si le gouvernement conservateur appuie idéologiquement un désengagement de l'État (certes une nouveauté par rapport au toryisme canadien), ses valeurs plus fortes, telles que mesurées par les actions politiques concrètes, se portent sur le militaire et l'ordre public ; en bref, sur la main de fer de l'État exerçant son monopole de la violence légitime. En cela, ils ne diffèrent pas foncièrement des conservateurs du passé, qui, eux aussi, misaient fortement sur le militaire et l'ordre public¹⁴. Il faut donc nuancer fortement les propos de Lawrence Martin, qui prétend que les conservateurs de Harper se distinguent radicalement de ceux de Mulroney ou de Diefenbaker (MARTIN 2011 : 3). Également, en raison de ce décalage entre discours et actions politiques concrètes, on ne peut parler de réel rapprochement avec le conservatisme américain, comme le font ceux qui focalisent leur attention sur

¹³ Contrairement à ce qu'en croit Paul Lucardie, qui appuie son analyse non pas sur les actions concrètes du gouvernement conservateur, mais sur ses programmes officiels (2009 : 51-52).

¹⁴ En matière de droit criminel, le gouvernement de Mulroney a, selon Hatt *et al.* poussé marginalement le pays vers un programme d'ordre public (*law and order*). Mais là où il se distingue nettement de ses prédécesseurs libéraux, c'est dans l'utilisation d'un ton et d'une rhétorique de fermeté contre le crime (*tough on crime*). (HATT *et al.* 1992)

les discours et les programmes de partis (IVES 2009 : 30), bien qu'un certain rapprochement discursif soit visible à certains égards, en particulier pour ce qui concerne le moralisme politique (BOILY 2009 : 39; BOISMENU 2009 : 114).

Mais c'est avant tout sur le plan symbolique que s'exerce le plus clairement le tournant conservateur au Canada. Les conservateurs de Harper ont entrepris de reformuler les mythes et symboles de la canadianté en insistant davantage sur les racines monarchistes et britanniques de la nation, de même que sur la glorification de la force militaire, plutôt que sur le *soft power* des libéraux. Dans ce contexte, on assiste à nouvelle vague de *nation building*, sous l'égide de valeurs conservatrices.

Bibliographie

- BANQUE DU CANADA (2012), *La Banque du Canada dévoile le nouveau billet de 20 dollars*, 2 mai, http://www.bankofcanada.ca/wp-content/uploads/2012/05/communiqu_e_020512.pdf.
- BENETON, Philippe (1988), *Le conservatisme*, Paris, PUF.
- BOILY, Frédéric (2009), « Un néoconservatisme à la canadienne ? Stephen Harper et l'École de Calgary », in L. CARDINAL et J.-M. LACROIX (éds.), *Le conservatisme. Le Canada et le Québec en contexte*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, pp. 35-49.
- BOISMENU, Gérard (2009), « Le conservatisme : une valeur transcontinentale ? », in L. CARDINAL et J.-M. LACROIX (éds.), *Le conservatisme. Le Canada et le Québec en contexte*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, pp. 99-115.
- BRONSKILL, Jim (2012), « Critics say Harper government throwing prison expansion money away », *Toronto Star*, 10 janvier.
- CASSIDY, John (2011), « The Demand Doctor », *The New Yorker*, 87/31 (10 octobre), pp. 46-57.
- CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA (2011), « L'allègement fiscal des sociétés : un impératif pour la réussite économique du Canada », Énoncé de politique (Série sur la politique économique), février.
- CHASE, Steven (2011), « Harper's 1812 overture : Study shows Canadians unfamiliar with war's details », *The Globe and Mail*, 5 octobre.
- CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA (2011), *Découvrir le Canada. Les droits et responsabilités liés à la citoyenneté*, <http://www.cic.gc.ca/francais/pdf/pub/decouvrir.pdf>.
- CLARK, Campbell (2012), « Deep cuts to military mark reversal for Harper », *The Globe and Mail*, 29 mars.

- CÔTÉ, Catherine (2009), « Discours politique et discours médiatique : le Canada est-il si conservateur ? », in L. CARDINAL et J.-M. LACROIX (éds.), *Le conservatisme. Le Canada et le Québec en contexte*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, pp. 61-72.
- CROWLEY, Brian Lee (2009), *Fearful Symmetry : The Fall and Rise of Canada's Founding Values*, Toronto, Key Porter Books.
- DELACOURT, Susan (2011), « Harper's Conservative here to stay ? », *Toronto Star*, 21 mai.
- FLANAGAN, Tom (2009), *Harper's Team. Behind the Scenes in the Conservative Rise to Power*, 2^e édition, Montreal et al., Montréal, McGill-Queen's University Press.
- FRASER, Graham (2006), « PM shucks Reform roots for a royal connection », *The Toronto Star*, 19 août.
- GRAY, John (2009), « Will the Real Stephen Harper Please Stand Up ? », *Canadian Business*, vol. 82, issue 3 (March 2), pp. 44-47.
- GUNTER, Lorne (2007), « Harper's un-conservative spending spree », *National Post*, 19 mars.
- HARPER, Stephen (2009), « Address by the Rt. Hon. Stephen Harper », *True patriot Love*, 2 décembre, <http://truepatriotlovefoundation.com/fr/2009/12/02/address-by-the-rt-hon-stephen-harper/>.
- HATT, Ken, CAPUTO, Tullio et PERRY, Barbara (1992), « Criminal Justice Policy Under Mulroney, 1984-90 : Neo-Conservatism, Eh ? », *Canadian Public Policy / Analyse de Politiques*, XVIII/3, pp. 245-260.
- HAYEK, Friedrich A. (1948a), « Individualism : True and False », in *Individualism and Economic Order*, Chicago, The University of Chicago Press, pp. 1-32.
- HAYEK, Friedrich A. (1948b), « The Use of Knowledge in Society », in *Individualism and Economic Order*, Chicago, The University of Chicago Press, pp. 77-91.
- HAYEK, Friedrich A. (1952), *The Sensory Order*, Chicago, The University of Chicago Press.
- HAYEK, Friedrich A. (1960a), *The Constitution of Liberty*, Chicago, The University of Chicago Press.
- HAYEK, Friedrich A. (1960b), « Postscript : Why I am Not a Conservative », in *The Constitution of Liberty*, Chicago, The University of Chicago Press.
- HAYEK, Friedrich A. (1967), *Studies in Philosophy, Politics and Economics*, Chicago, University of Chicago Press.

- HAYEK, Friedrich A. (1976), *Law, Legislation and Liberty : A New Statement of the Liberal Principles of Justice and Political Economy*, Vol. II, *The Mirage of Social Justice*, Chicago, University of Chicago Press.
- HAYEK, Friedrich (1978), « The Results of Human Action but Not of Human Design », in *New Studies in Philosophy, Politics, Economics*, Chicago, University of Chicago Press, pp. 96–105.
- HAYEK, Friedrich A. (1985), *La route de la servitude*, Paris, Quadrige / PUF.
- HAYEK, Friedrich A. (1988), *The Fatal Conceit. The Errors of Socialism*, Chicago, The Chicago University Press.
- HAYEK, Friedrich A. (2007), « Forward to the 1956 American Paperback Edition », in *The Road to Serfdom*, Chicago, The University of Chicago Press, pp. 39-52.
- IVES, Andrew (2009), « La transformation du conservatisme à la canadienne », in L. CARDINAL et J.-M. LACROIX (éds.), *Le conservatisme. Le Canada et le Québec en contexte*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, pp. 21-33.
- KHEIRIDDIN, Tasha et DAIFALLAH, Adam (2005), *Rescuing Canada's Right : Blueprint for a Conservative Revolution*, Mississauga, J. Wiley and Sons.
- HARTFIEL, Robert Michael (2010), « Planning without guidance : Canadian defence policy and planning, 1993–2004 », *Canadian Public Administration*, vol. 53, no. 3 (septembre), pp. 323-349.
- JACKSON, Michael et STEWART, Graham (2009), *A Flawed Compass : A Human Rights Analysis of the Roadmap to Strengthening Public Safety*, http://www.justicebehindthewalls.net/resources/news/flawed_Compass.pdf.
- KENNY, Jason (2010), « Notes d'allocution pour l'honorable Jason Kenney [...] lors de la cérémonie de remise du Prix Paul Yuzyk. » *Citoyenneté et Immigration Canada*. 2009, 9 janvier, <http://www.cic.gc.ca/francais/ministere/media/discours/2009/2009-06-12.asp>.
- LUCARDIE, Paul (2009), « L'évanouissement du "toryisme canadien" : les programmes du Parti conservateur de 1993 à 2006 », in L. CARDINAL et J.-M. LACROIX (éds.), *Le conservatisme. Le Canada et le Québec en contexte*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, pp. 51-59.
- MARTIN, Lawrence (2011), *Harperland. The Politics of Control*, 2^{ème} édition, Toronto, Penguin Canada.
- MCKAY, Ian et SWIFT, Jamie (2012), *Warrior Nation. Rebranding Canada in an Age of Anxiety*, Toronto, Between the Lines.
- NATIONAL CITIZENS COALITION (2012), <http://nationalcitizens.ca/>.
- O'SULLIVAN, John (2005), « The Great Right North », *National Review*, vol. 57, no. 6 (11 avril), pp. 37-38.

- PARLEMENT DU CANADA (2006), *Débat de la Chambre des communes*, 39e législature, Hansard révisé, no. 3 (5 avril), <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?Pub=Hansard&Mee=3&Parl=39&Ses=1&Language=F>.
- PATRIMOINE CANADIEN (2011), « Le gouvernement Harper annonce ses plans pour souligner le 200e anniversaire de la guerre de 1812 », Ottawa, <http://www.pch.gc.ca/fra/1318510818760/1318511034651>.
- PICHE, Justin (2010), « More crowded and costly prisons wrong way to deter crime », *CCPA Monitor*, vol. 17, issue 4 (septembre), pp. 22-23.
- PICHE, Justin (2011), « National dialogue on “crime” and prevention urgently needed », *CCPA Monitor*, 18, issue 1 (mai), p27-27.
- PRESSE CANADIENNE (2011), « Le gouvernement Harper ordonne aux ambassades d’afficher un portrait de la reine », *Radio-Canada*, 7 septembre, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2011/09/07/005-canada-ambassade-reine.shtml>.
- PRESS, Jordan (2012), « NDP asks Tories to release details of Canada-EU free trade deal », *The Vancouver Sun*, 12 mars.
- PUGLIESE, Dave (2008), « Canada Recapitalizes », *Sea Power*, vol. 51, issue 12 (décembre), pp. 22-26.
- ROBINSON, Bill (2011), « More is being spent on military than at any time since WW-II », *The CCPA Monitor*, vol. 18, no. 1 (mai), pp. 12-13.
- SMITH, Jordan Michael (2012), « Reinventing Canada. Stephen Harper’s Conservative Revolution », *World Affairs*, mars/avril, pp. 21-28.
- STATISTIQUES CANADA (2011), « Statistiques sur les crimes déclarés par la police », *Statistique Canada*, 21 juillet, <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/110721/dq110721b-fra.htm>.
- THOMPSON, Elizabeth (2011), « “We’ve got to stop being such chumps”, Mulcair says of foreign policy », *iPolitics*, 14 octobre, <http://www.ipolitics.ca/2011/10/14/weve-got-to-stop-being-such-chumps-mulcair-says-of-foreign-policy/>.
- ULBIG, Stacey et MACHA, Sarah (2012), « It’s Tea Time, but What Flavor? Regional Variation in Sources of Support for the Tea Party Movement », *The American Review of Politics*, vol. 33, été, pp. 95-121.
- VELDHUIS, Niels et LAMMAM, Charles (2012), « Flaherty’s no-cut budget », *Financial Post*, 30 mars.
- THE WHITE HOUSE (2009), *Fiscal Responsibility Summit*, 20 mars, http://www.whitehouse.gov/assets/blog/Fiscal_Responsibility_Summit_Report.pdf.

- WHITTINGTON, Les (2012), « Stephen Harpers accused of “caviar tastes” for jets and jails, “baloney budget” for seniors », *Toronto Star*, 31 janvier.
- YALKIN, Tolga R. et WELTMAN, Peter (2011), « Estimation de l'impact financier du projet d'achat d'avions de combat interarmées F-35 Lightning II », Ottawa, Bureau du directeur parlementaire du budget (10 mars).
- YUZYK, Paul (1964), « Speech on multiculturalism in Senate of Canada », *Debates* (1964), pp. 50-58.
- ZLOMISLIC Diana (2010), « Beefed-up corrections plan will backfire, critics warn », *Toronto Star*, *Toronto Star*, 8 août, p. A1.